

● (1450)

Si on regarde de plus près le rapport déposé par le Conseil national de bien-être social, on note que le taux de pauvreté a diminué pour les personnes âgées ainsi que pour les hommes, mais malheureusement si on examine les conditions de vie des femmes seules, des femmes âgées et des chefs de familles monoparentales on se rend compte que la pauvreté est croissante.

J'aimerais rappeler à la Chambre que six familles monoparentales sur 10 dirigées par une femme vivent sous le seuil de la pauvreté contrairement à la plupart des groupes dans la population. Le taux de pauvreté n'a pas diminué chez les mères seules en 1985. En fait, pour cette classe, la pauvreté augmente de façon constante depuis cinq ans. Une mère seule risque cinq fois plus qu'une épouse de joindre les rangs des démunis. Les femmes représentent près de 60 p. 100 des défavorisées âgées entre 16 et 64 ans. Alors qu'elles forment 51 p. 100 de la population, sept personnes âgées pauvres sur 10 sont des femmes. Alors ces femmes représentent 83 p. 100 des personnes seules âgées et à faible revenu. Chez les familles monoparentales, la disparité est encore plus criante. Une famille dirigée par une femme a quatre fois plus de chance d'être pauvre que celle dirigée par un homme.

Je pense donc que c'est là un constat tout à fait décourageant et je suis un peu bouleversée de voir que la ministre de la Condition féminine dit que le gouvernement conservateur a fait beaucoup pour les femmes. Je pense qu'elle a probablement fait beaucoup pour les femmes qui sont d'un milieu aisé ou de classe moyenne, et il semble que le gouvernement se dirige vers une philosophie qui soit plutôt sociale et élitiste, parce que lorsqu'il s'agit de parler des pauvres et des familles à faible revenu, je ne pense pas que l'action du gouvernement se soit très concrétisée dans ce sens. Lorsqu'à ce moment-là on revient aux travailleuses au foyer aucune mention n'en a été faite dans le discours du Trône.

Évidemment, on a aussi fait mention du nombre de femmes qui ont été nommées récemment à des postes supérieurs de la Fonction publique et dans divers conseils et organismes fédéraux. J'avoue que cela me surprend énormément, car je surveille de très près les nominations, et j'aimerais beaucoup connaître les statistiques sur lesquelles s'appuie le gouvernement conservateur pour affirmer une telle chose. En ce qui me concerne, je possède une autre perception de la situation, étant donné qu'à peine 20 p. 100 des candidats nommés sont de sexe féminin.

Une des promesses également du gouvernement conservateur a été celle du travail à temps partiel. Le premier ministre a été très ferme et s'est prononcé plusieurs fois sur ce sujet en disant qu'une de ses priorités en vue d'aider les femmes serait de faire une définition du travail à temps partiel et d'exiger également que les employeurs donnent des bénéfices marginaux au prorata au nombre d'heures travaillées. Malheureusement, depuis deux ans et depuis le deuxième discours du Trône, aucun mot, aucune mention du travail à temps partiel dans le discours du Trône. Et pourtant on sait qu'actuellement, pour plusieurs familles, un deuxième salaire est nécessaire quand on constate que 42 p. 100 des couples mariés, avec deux parents et deux enfants, la majorité des femmes sont obligées de travailler parce qu'un salaire n'est pas suffisant, sinon elles

L'Adresse—M^{me} Pépin

vivraient sous le seuil de la pauvreté. Alors c'est un dossier sur lequel le gouvernement conservateur avait promis d'agir et, actuellement, il n'en est même pas fait mention dans le discours du Trône.

Si vous regardez de plus près le dossier de la pornographie, on laisse entrevoir que certaines mesures pourraient être prises pour enrayer les formes violentes de pornographie. Alors j'ose espérer que de telles mesures ne connaîtront pas le même sort que le projet de loi C-114 qui est mort au *Feuilleton*.

Enfin, comment parler d'aide aux femmes battues lorsque le gouvernement conservateur accepte de subventionner uniquement les maisons de transition et les familles d'hébergement oeuvrant dans le cadre d'opérations pilotes. J'étais un peu étonnée de voir que le gouvernement conservateur dit que maintenant on va s'occuper des centres de refuge de femmes battues parce que depuis deux ans les coupures extravagantes qu'il a faites dans ce programme ont eu comme résultat la fermeture de plusieurs maisons, de centres de refuge pour femmes battues.

En juin dernier, à Ottawa, il y a eu une réunion des groupes de femmes nationaux et, à l'époque, le ministre qui était responsable du Secrétariat d'État, M. Bouchard, a rencontré ces personnes et on est venu lui dire jusqu'à quel point les coupures dans ce budget avaient été désastreuses. Évidemment, on avait répondu que le gouvernement y verrait et que les choses ne se reproduiraient plus. Également, dernièrement on nous a fait état du nombre de femmes qui ont dû être refusées. À Edmonton, 250 femmes victimes de violence familiale ont dû être refusées dans les maisons d'hébergement à Edmonton parce qu'on n'avait pas de place. La même chose s'est produite à Calgary. La même chose se reproduit au Yukon, à Winnipeg et, actuellement, le gouvernement nous dit: On va s'en occuper. Je pense que ce qui devrait être dit et qui serait plus honnête du gouvernement, ce serait de dire qu'il va corriger la situation qu'il a créée, qui, actuellement, est une situation tout à fait désastreuse au niveau des centres d'hébergement pour les femmes.

Également on a dit que la famille constitue la pierre angulaire dans notre société. Alors je veux bien et j'espère que le gouvernement va faire quelque chose également parce que l'on regarde les deux nouveaux budgets qui ont été déposés à la Chambre: une famille avec deux enfants dont les revenus varient entre 18 000 \$ et 25 000 \$ a vu ses taxes augmenter d'une façon considérable. Ce qui n'est absolument pas arrivé pour les familles qui ont des revenus beaucoup plus importants.

Quand je regarde le discours vis-à-vis des femmes, j'ai l'impression que c'est souvent un exercice de *lip service*. On va nous dire que le gouvernement a agi, a bien fait avec le projet de loi sur l'égalité en emploi. On sait que tous sans exception, les groupes qui sont venus témoigner devant ce comité ont dit que le projet de loi serait tout à fait inefficace parce qu'il n'avait pas de «dents». Alors tout ce que j'espère, c'est que le gouvernement va cesser de faire du babillage et qu'il passera à l'action au niveau des femmes parce qu'actuellement on parle de promouvoir les femmes, de leur donner des places dans la société, et la chose la plus importante, je pense, c'est la condition économique des femmes. On sait qu'actuellement, si vous n'avez pas de bons services de garde, de travail à temps partiel, de travail à temps partagé et si on n'a pas aussi un programme